



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

commun à tous les lots

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de véhicules et matériels

Programme 2024

Date et heure limites de réception des offres :

jeudi 23 mai 2024 à 12h00

**Département de la Savoie
Direction des infrastructures
Service matériel et maintenance routière**

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Offres multiples	4
2.4 - Développement durable	4
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	9
7.2 - Attribution des marchés.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation	13
8 - Renseignements complémentaires.....	14
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
8.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture de véhicules et matériels pour le Département de la Savoie - Programme 2024.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Pour les lots 1, 3, 4, 6, 10 et 11, les marchés à tranches seront conclus en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique. Pour les autres lots, il s'agit de marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 13 lots :

Lot	Désignation	Tranches fermes / Optionnelles	Unités
1	9 camions 19 T 4x4, avec équipements	Tranche ferme	6
		Tranche optionnelle n° 1	1
		Tranche optionnelle n° 2	1
		Tranche optionnelle n° 3	1
2	1 chasse neige de gamme haute avec équipements		1
3	6 tracteurs avec montages spécifiques	Tranche ferme	3
		Tranche optionnelle n° 1	1
		Tranche optionnelle n° 2	1
		Tranche optionnelle n° 3	1
4	6 épareuses pour tracteurs	Tranche ferme	3
		Tranche optionnelle n° 1	1
		Tranche optionnelle n° 2	1
		Tranche optionnelle n° 3	1
5	1 camionnette 6,5 T double cabine benne		1
6	2 camionnettes 3,5 T double cabine de type fourgon tôle	Tranche ferme	1
		Tranche optionnelle n° 1	1
7	9 camionnettes 3,5 T double cabine avec benne		9
8	3 camionnettes 4x4 3,5 T double cabine avec benne		3
9	1 mini-pelle avec remorque de transport		1
10	2 broyeurs de branches	Tranche ferme	1
		Tranche optionnelle n° 1	1
11	2 aspirateurs à déchets sur remorque	Tranche ferme	1
		Tranche optionnelle n° 1	1

Les lots suivants seront passés selon une procédure adaptée, distincte de la présente consultation, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 2° du Code de la commande publique :

- Lot 12 - 1 godet pince pour chargeur avec interface SETRA ;
- Lot 13 - 1 potence de levage pour tractopelle.

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Code principal	Description
1	34140000-0	Poids lourds
2	43313100-1	Chasse-neige
3	16700000-2	Tracteurs
4, 10 et 11	34921000-9	Équipement d'entretien routier
5 à 8	34144700-5	Véhicules utilitaires
9	43261000-0	Pelles mécaniques

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante pour l'ensemble des lots :

Lot	Nomenclature	Libellé
1 et 5	AUF04	Véhicules PL et équipements, dont remorques, semi-remorques, outils/matériels sur remorques
2	AUF05	Engins et véhicules spéciaux pour déneigement, y compris remorques et outils de déneigement
3 et 9	AUF06	Engins TP, voirie, entretien des espaces verts, agricoles ou forestiers
4 et 10	AUF09	Outils pour entretien des voiries
6, 7, 8 et 11	AUF03	Véhicules automobiles légers et accessoires, dont remorques, outils/matériels sur remorque

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Offres multiples

Pour chaque lot auquel ils soumissionnent, les candidats doivent présenter une offre totalement conforme au dossier de consultation. Ils peuvent présenter des offres multiples avec des marques ou des modèles de matériels différents, sous réserve que chaque offre soit conforme au CCTP

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP ou à l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres du Département

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours :

- à compter de la date de réception des demandes de paiement ;
- ou, conformément à l'article R2192-17 du code de la commande publique, à compter de la date à laquelle la conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes, commun à tous les lots ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), pour chaque lot ;
- Le bordereau des prix (BP), pour chaque lot ;
- Le cadre de réponse pour chaque lot.

Il est remis gratuitement à chaque candidat, via la plateforme de dématérialisation du Département.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation :

- au plus tard 12 jours calendaires francs avant la date limite de réception des offres. La date limite de réception de offres pourra ainsi être maintenue ;
- en deçà des 12 jours calendaires francs avant la date limite de réception des offres. La date limite de réception des offres sera reportée.

Le délai de 12 jours est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur jointe au DCE, complétée et signée <ul style="list-style-type: none">• Pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;• Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;• Emploi de salarié étranger soumis à autorisation de travail ;• Recours aux salariés détachés.
Déclaration sur l'honneur « Russie », jointe au DCE, complétée et signée, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas de lien avec la Russie, lui interdisant de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre pour chaque lot :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter sans modification. <i>Format Word préconisé lors du dépôt de l'offre</i>
Le bordereau des prix (BP), à compléter sans modification.
Le cadre de réponse, à compléter sans modification et tel que décrit à l'article 7.2 du présent règlement.
Documentation commerciale, caractéristiques techniques et photos de chacun des matériels proposés

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.savoie.fr/marches-publics> (ou à défaut www.marches-publics.info).

Le pli doit contenir **deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre** définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Département de la Savoie
DFIPAJ - service marchés
Château des Ducs de Savoie
Hôtel du Département
CS31802
73018 CHAMBERY

Aucun format électronique n'est préconisé pour le dépôt des documents. Toutefois, afin de pouvoir être ouverts par le pouvoir adjudicateur, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Dans la mesure du possible,

- éviter de scanner les documents,
- convertir les documents ".doc" ou ".xls" directement au format "PDF",
- donner un nom de fichier court,
- limiter la taille des fichiers en diminuant leur qualité, tout en garantissant leur lisibilité par le pouvoir adjudicateur.

Afin de pouvoir procéder à la signature électronique de l'acte d'engagement par les deux parties, il est demandé aux candidats de transmettre ce document au format ".doc" lors du dépôt de leur offre. L'acte d'engagement finalisé sera ensuite transmis au format "PDF", dans un premier temps, par le pouvoir adjudicateur au candidat attributaire pour que celui-ci puisse apposer sa signature électronique. L'acte d'engagement signé sera transmis, dans un deuxième temps, par le candidat attributaire au pouvoir adjudicateur pour que celui-ci puisse y apposer à son tour sa signature électronique. Lors de la signature électronique du document par le candidat attributaire, celui-ci veillera à ne pas activer, sous Acrobat Reader par exemple, l'option « verrouiller le document après signature » ou « lock document after signing » située dans la boîte de dialogue « signer le document ». En effet, cette option va verrouiller l'ajout de métadonnées supplémentaires ce qui empêchera le pouvoir adjudicateur d'apposer à son tour sa signature électronique. L'intégrité du document n'étant pas remise en cause puisque la signature électronique scelle déjà par défaut le contenu du document.

La signature électronique des documents lors du dépôt n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire (candidat retenu) n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Cependant, afin d'anticiper les obligations réglementaires à venir, la signature électronique par l'attributaire est préconisée par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où l'attributaire serait dans l'incapacité de signer son offre finale électroniquement, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Toutefois, la signature déposée dans un fichier de signature séparé du document ne permettant pas de vérifier la validité de celle-ci, le pouvoir adjudicateur préconise l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES. La signature doit être apposée directement sur le document "PDF".

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Pour préparer leur dépôt, les candidats peuvent se référer au document joint en annexe du règlement de la consultation "Utilisation de la plateforme de dématérialisation - généralités".

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). **Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais).**

Par conséquent, **il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable** pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Les conditions générales d'utilisation AWS-Achat sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>
Elles sont considérées comme une annexe du présent règlement de la consultation.
En cas de problème technique lors du dépôt d'un pli électronique, le service d'assistance technique à contacter est le suivant : Support AWS support-entreprises@aws-france.com
0892 14 00 04 (se référer aux conditions générales d'utilisation AWS-Achat).



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique **est imposée** pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique.

Conformément à l'article R2161-4 du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve toutefois, la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur demandera uniquement au(x) candidat(s) pressenti(s) de produire ou compléter leur dossier de candidature. Cette demande sera effectuée avant l'attribution définitive du(des) contrat(s), en application de l'article R-2144-3 du même code.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50 %
2-Valeur technique	20 %
3-Critère environnemental (émissions de gaz à effet de serre/polluant)	10 %
4-Critère délai de livraison	20 %

Pour les lots n°02, 03, 05, 06, 07, 08, 09

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60 %
2-Valeur technique	30 %
3-Critère environnemental (émissions de gaz à effet de serre/polluant)	10 %

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	80 %
2-Critère environnemental (organisation mise en place dans l'entreprise pour limiter la production des déchets dans le process de fabrication)	20 %

Pour les lots n° 10, 11

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	80 %
2-Critère environnemental (consommation énergétique)	20 %

Critère prix des prestations

Il est examiné d'après les montants (H.T.) mentionnés sur le bordereau des prix (en considérant la somme totale de l'ensemble des tranches fermes et optionnelle(s) le cas échéant, et est valorisé comme suit :

Il est attribué la note de 20/20 à l'offre moins-disante, et à chacune des autres offres la note de $20 \times [\text{montant de l'offre moins-disante} / \text{montant de l'offre}]$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans le bordereau des prix, celui-ci sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente

Critère environnemental : émissions de gaz à effet de serre/polluant et/ou consommation énergétique

Il est évalué comme suit :

Lot	Paramètres pris en compte	Nombre maximum de points (notes finales sur 20)	Modalités de notation
1	Émission de particules (exprimée en g/kWh - en terme de masse (PM) - et en #/kWh - en terme de nombre (P) - suivant les procédures d'essai WHSC et WHTC)	14	<p>Les notes sont établies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour chacun des paramètres, pour chacune des deux procédures d'essai, et pour chacune des deux grandeurs concernant les émissions de particules, il est attribué la note maximale à l'offre proposant le véhicule ayant la plus faible émission ; ➤ selon la règle de la proportionnalité, il est attribué à chacune des autres offres la note suivante : $[\text{note maximale}] \times [\text{la plus faible valeur d'émission}] / [\text{valeur d'émission de l'offre}]$; ➤ la note globale correspondant à chacun des paramètres résulte de la moyenne des notes obtenues pour chaque procédure d'essai et pour chaque grandeur ; ➤ la note finale de chaque offre résulte de la somme des notes ainsi obtenues pour chacun des paramètres. <p>En cas de lot comprenant plusieurs unités et d'offre(s) proposant différentes catégories de matériels, ayant des valeurs d'émissions différentes, les notes de chaque offre sont établies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour chacun des paramètres et pour chaque catégorie de matériels, il est attribué une note selon la méthode susmentionnée ;
	Émission d'oxyde d'azote (NOX) (exprimée en g/kWh suivant les procédures d'essai WHSC et WHTC)	6	

			<ul style="list-style-type: none"> ➤ la note globale correspondant à chacun des paramètres résulte de la moyenne des notes obtenues pour chaque catégorie de matériels, calculée au prorata du nombre d'unité(s) comprise(s) dans lesdites catégories ; ➤ la note finale de l'offre / des offres concernée(s) résulte de la somme des notes ainsi obtenues pour chacun des paramètres.
2	Norme européenne d'émission, dite norme « Euro » fixant les limites maximales de rejets polluants	Notation selon le barème suivant :	
		20	EURO 6 d ou norme plus récente
		10	EURO 6 d-TEMP
		1	≤ à EURO 6 c
3	Norme dite « PHASE » ou « STAGE » fixant les limites des substances nocives dans les gaz d'échappement, dont les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO), les hydrocarbures (H) et les particules fines (PM)	Notation selon le barème suivant :	
		20	PHASE V/STAGE V
		10	PHASE IV/STAGE IV
		1	< PHASE IV/STAGE IV
5	Émission de particules (exprimée en g/kWh - en terme de masse (PM) - et en #/kWh - en terme de nombre (P) - suivant les procédures d'essai WHTC	14	<p>Les notes sont établies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour chacun des paramètres, il est attribué la note maximale à l'offre proposant le véhicule ayant la plus faible valeur de consommation ou émission ; ➤ selon la règle de la proportionnalité, il est attribué à chacune des autres offres la note suivante : [note maximale] x [la plus faible valeur de consommation ou d'émission] / [valeur de consommation ou d'émission de l'offre] ; ➤ la note finale de chaque offre résulte de la somme des notes ainsi obtenues pour chacun des paramètres. <p>En cas de lot comprenant plusieurs unités et d'offre(s) proposant différentes catégories de matériels, ayant des valeurs de consommation ou émissions différentes, les notes sont établies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour chacun des paramètres et pour chaque catégorie de matériels, il est attribué une note selon la méthode susmentionnée ; ➤ la note globale correspondant à chacun des paramètres résulte de la moyenne des notes obtenues pour chaque catégorie de matériels, calculée au prorata du nombre d'unité(s) comprise(s) dans lesdites catégories ; ➤ la note finale de l'offre / des offres concernée(s) résulte de la somme des notes ainsi obtenues pour chacun des paramètres.
	Émission d'oxyde d'azote (NOx) (exprimée en g/kWh suivant les procédures d'essai WHTC	6	
6, 7 et 8	Consommation de carburant (exprimée en l/100 km, suivant la procédure d'essai NEDC en cycle mixte)	10	<p>En cas de lot comprenant plusieurs unités et d'offre(s) proposant différentes catégories de matériels, ayant des valeurs de consommation ou émissions différentes, les notes sont établies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour chacun des paramètres et pour chaque catégorie de matériels, il est attribué une note selon la méthode susmentionnée ; ➤ la note globale correspondant à chacun des paramètres résulte de la moyenne des notes obtenues pour chaque catégorie de matériels, calculée au prorata du nombre d'unité(s) comprise(s) dans lesdites catégories ; ➤ la note finale de l'offre / des offres concernée(s) résulte de la somme des notes ainsi obtenues pour chacun des paramètres.
	Émission de dioxyde de carbone (CO ₂) (exprimée en g/km, suivant la procédure d'essai NEDC en cycle mixte)	4	
	Émission de particules (PM) (exprimée en mg/Kwh suivant la procédure d'essai type 1)	4	
	Émission d'oxyde d'azote (NO _x) (exprimée en mg/kwh suivant la procédure d'essai type 1)	2	

9	Émission de dioxyde de carbone (CO2) exprimée en g/kwh.	Notation selon le barème suivant :	
		20	< 250 g/kwh
		15	Entre 250 et 299 g/kwh
		10	de 300 à 350 g/kwh
		1	> 350 g/kwh
10 et 11	Consommation litre/heure en	L'offre qui aura la consommation la moins élevée aura la note de 20/20 et à chacune des autres offres la note de 20 x [consommation de l'offre moins-disante / consommation de l'offre]	

Critère environnemental : traitement des déchets issus de la conception du matériel

Il est évalué comme suit :

Lot	Paramètres pris en compte :	Nombre maximum de points (notes finales sur 20)
4	Le candidat devra indiquer dans son offre l'organisation mise en place pour dans l'entreprise pour limiter la production des déchets dans le process de fabrication au-delà des prescriptions réglementaires ; ceci afin de valoriser le candidat qui a la meilleure politique de réduction des déchets.	20

De plus pour l'ensemble des lots, les candidats pourront fournir à titre indicatif le bilan carbone de la fabrication d'un véhicule/engin objet du lot. Ces informations ne seront pas prises en compte dans la notion du critère environnemental.

Critère technique :

Il est évalué comme suit :

Lots	Paramètres pris en compte	Nombre maximum de points (notes finales sur 20)
1	Diamètre de braquage hors tout	8
	Hauteur du matériel : <u>Camion sans benne</u> : hauteur totale du véhicule (hauteur comprise du sol jusqu'au sommet de la signalisation de la cabine) <u>Camion avec benne</u> : hauteur de la benne installée sur le châssis du camion (hauteur comprise du sol jusqu'au sommet de la ridelle latérale)	6
	Longueur totale du véhicule de la plaque de base située à l'avant jusqu'à la fin de la barre anti encastrement située à l'arrière	6
2	Manœuvrabilité de l'engin en fonction du mode de direction proposé	5
	Positionnement du chauffeur et du passager dans la cabine	5
	Largeur du tracteur avec outils fermés au sol	5
	Efficacité de la transmission à variation continue (type de vitesse d'avancement maximale notamment)	5

3	Largeur hors tout uniquement du tracteur (sans outils)	10
	Efficacité de la transmission à variation continue (type de vitesse d'avancement maximale notamment)	10
5	Longueur totale du véhicule	5
	Diamètre de braquage hors tout	10
	Traitement anti corrosion de la benne	5
6	Caractéristiques des matériaux utilisés pour protéger le sol et les parois internes du véhicule	20
7	Protections intérieures du caisson de rangement situé à l'arrière de la cabine	10
	Traitement anti corrosion de la benne	10
8	Protections intérieures du caisson de rangement situé à l'arrière de la cabine	5
	Caractéristiques du dispositif désactivable de la configuration 4 roues motrices (boîte de transfert)	10
	Traitement anti corrosion de la benne	5
9	Ergonomie de la cabine de la minipelle	5
	Traitement anticorrosion de la remorque	5
	Fonctionnalité de la remorque	5
	Manœuvrabilité des rampes par les utilisateurs	5

Critère délai pour le lot n° 1 :

Le cahier des charges prévoit un délai d'exécution au maximum de 25 mois. Selon le délai proposé par le candidat, le critère délai sera évalué comme suit :

- 2/20 si le délai proposé est supérieur à 24 mois et égal à 25 mois
- 5/20 si le délai proposé est supérieur à 23 mois et égal à 24 mois
- 8/20 si le délai proposé est supérieur à 22 mois et égal à 23 mois
- 10/20 si le délai proposé est supérieur à 21 mois et égal à 22 mois
- 14/20 si le délai proposé est supérieur à 20 mois et égal à 21 mois
- 16/20 si le délai proposé est supérieur à 19 mois et égal à 20 mois
- 18/20 si le délai proposé est supérieur à 18 mois et égal à 19 mois
- 20/20 si le délai proposé est inférieur ou égal à 18 mois

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Dispositif de vigilance : Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail et D8254-2 du code du travail.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.savoie.fr/marches-publics>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours calendaires francs avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <https://www.telerecours.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Il est possible de saisir le tribunal administratif de façon dématérialisée par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site <https://www.telerecours.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <https://www.telerecours.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable
1 boulevard Vivier Merle
69443 LYON CEDEX 03

Tél : 04 26 99 28 33